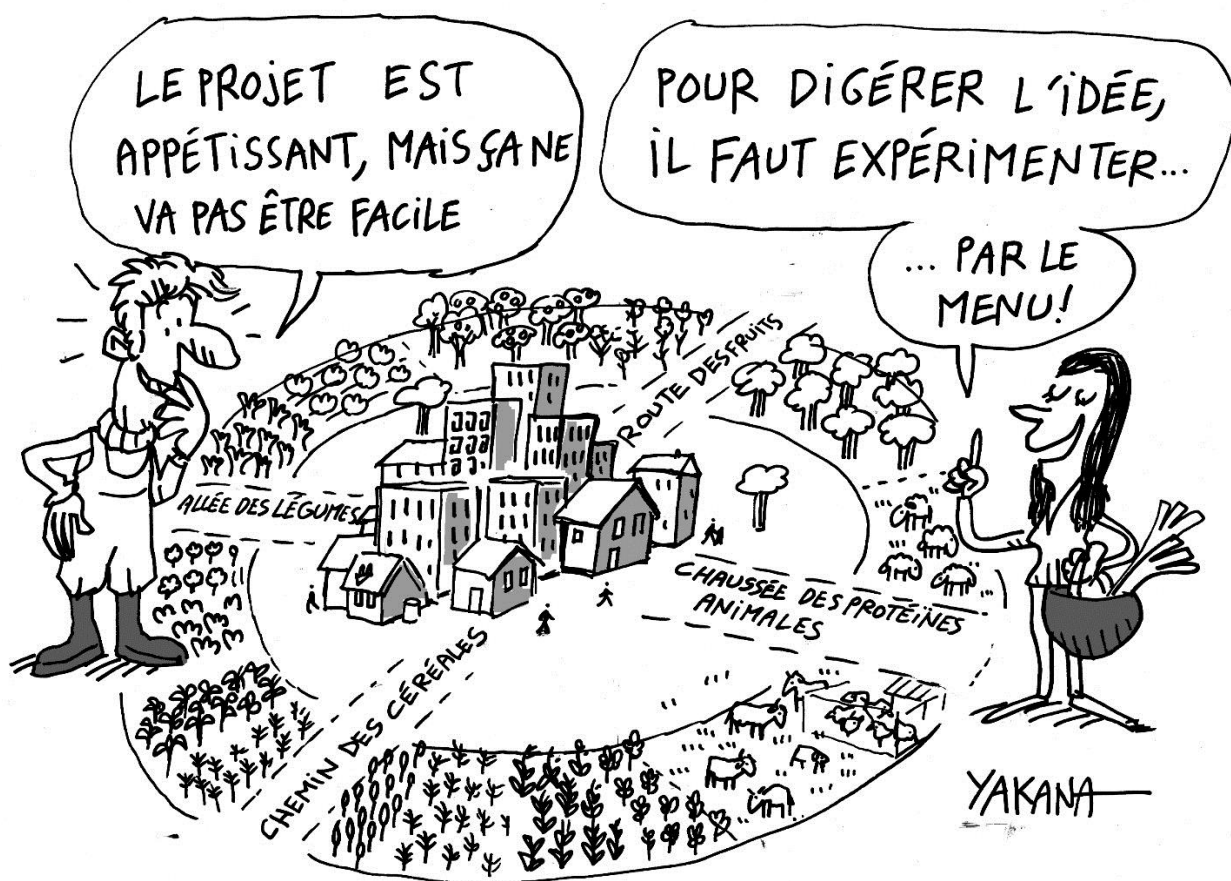




AU-DELÀ DES CIRCUITS-COURTS, QUE PROPOSENT LES CEINTURES ALIMENTAIRES ?

1



PRODUIRE ET
CONSOMMER
AUTREMENT

SAW-B

Barbara Garbarczyk
Chargée de projets
Pôle Études & Animations

Analyse 2017
Mots-clés : circuits-courts – agriculture durable – accessibilité – territoire

Avoir accès à des produits alimentaires de qualité et faire vivre les producteurs et transformateurs du coin : voilà une démarche qui peut sembler logique, presque banale. Pourtant, la mondialisation, notamment, nous a poussés à mille lieues de ce système. Résultat pour les consommateurs : des supermarchés remplis de produits alimentaires bourrés de pesticides, conçus ou cultivés parfois à des milliers de kilomètres, dans des conditions sociales déplorables. Résultat pour les producteurs ici : une dévalorisation du métier, et la disparition de 68% des fermes belges entre 1980 et 2016¹. Le système n'est pas tenable et pourtant, pour celles et ceux qui veulent en sortir, le chemin est semé d'embûches.

Or, c'est l'ambition des ceintures alimentaires wallonnes : nourrir les habitants d'un territoire avec une alimentation de qualité produite localement. Après Liège, pionnière en la matière (en 2013), Charleroi et Verviers se lancent aussi dans l'aventure en 2017. SAW-B, séduite par le concept, est d'ailleurs une des initiatrices de la dynamique carolo.

Nous avons encore peu de recul par rapport à ces démarches récentes. C'est pourquoi cette première analyse vise surtout à introduire le sujet : derrière l'image, en quoi consiste vraiment une ceinture alimentaire ? Quelles sont les démarches déjà en cours ? À quels enjeux ces initiatives doivent-elles faire face ?

LES PARTICULARITÉS DES CEINTURES ALIMENTAIRES

Il n'y a pas de définition officielle d'une ceinture alimentaire, ni d'actions précises à absolument développer pour s'appeler ainsi. Le cœur de la démarche, c'est surtout un d'état d'esprit de coopération, de durabilité, d'équité. Les projets à mener, eux, sont à adapter en fonction des particularités et des enjeux de chaque territoire. Passons en revue certaines caractéristiques communes aux projets en cours.

Mettre en réseau ce qui existe déjà

Les ceintures alimentaires n'ont pas le monopole d'une réflexion autour d'une alimentation locale, durable et de qualité. Une multitude d'initiatives se sont développées, parfois depuis plusieurs dizaines d'années. Certaines se fondent sur un engagement du consommateur envers le producteur sur une longue durée avec un modèle de prépaiement (comme les GASAP²). D'autres passent plutôt par une commande régulière mais sans forcément d'engagement ferme (comme les groupes d'achat commun). Divers acteurs tels Le Début des Haricots ou le RCR (Réseau des Consommateurs Responsables) fédèrent ces

¹ Voir les chiffres du SFP Économie, chiffres agricoles : www.statbel.fgov.be.

² Groupe d'achats solidaires de l'agriculture paysanne.

initiatives. Enfin, d'autres pratiques tendent vers ce même objectif d'alimentation durable : magasins de producteurs, vente directe à la ferme, autocueillette...

À quoi bon développer des ceintures alimentaires alors ? Comme le constate la géographe Antonia Bousbaine, « *le manque de mise en réseau et de professionnalisation tend à faire périliter ces mouvements* »³. Même s'ils sont extrêmement importants parce que pionniers, ils peinent à changer d'échelle et à représenter un réel poids dans le circuit alimentaire. Selon la chercheuse, la piste de la ceinture alimentaire est intéressante car elle cherche à fédérer les acteurs d'un même territoire.

Miser sur l'interconnaissance des acteurs

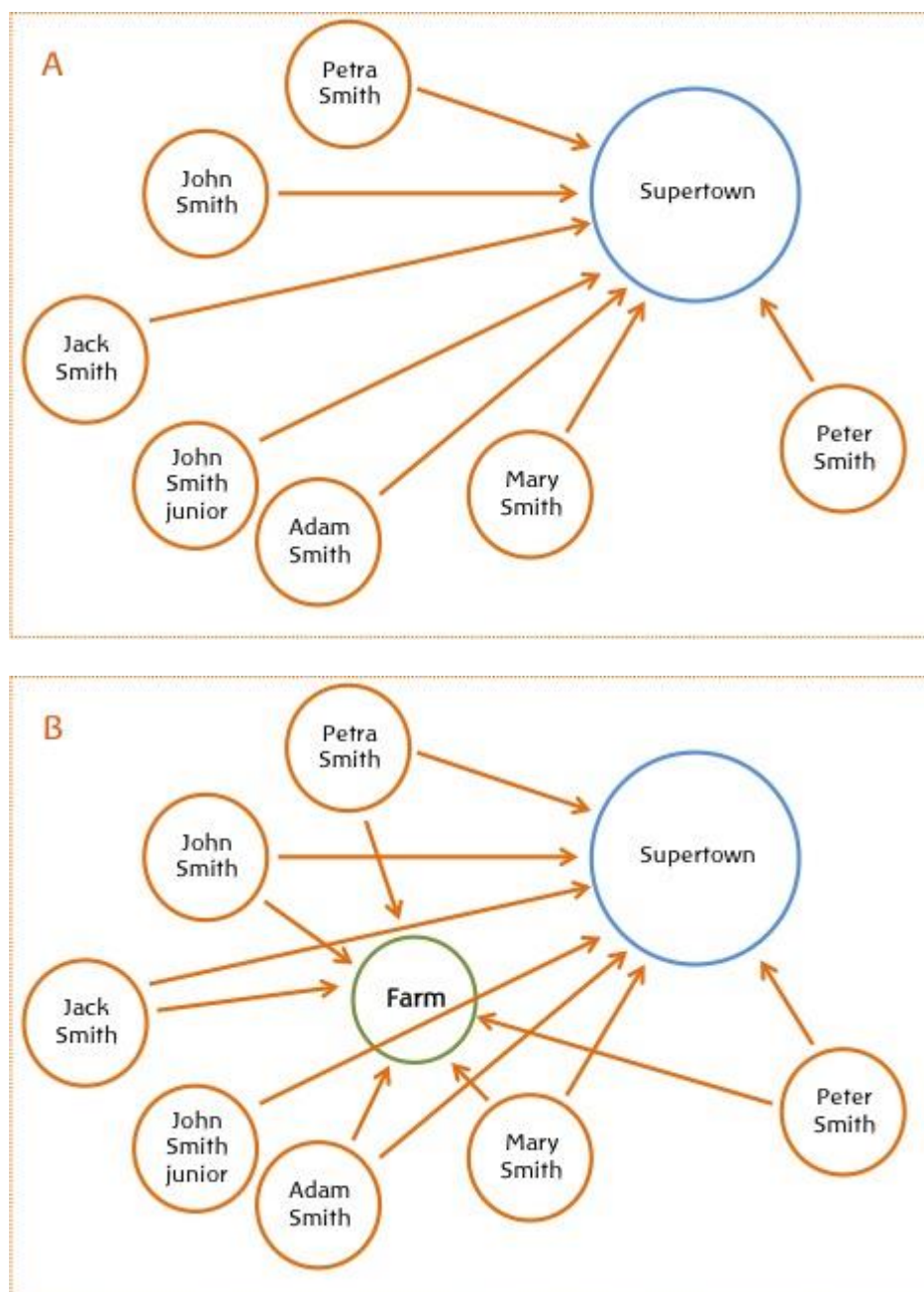
Producteurs, consommateurs, distributeurs... La volonté d'une ceinture alimentaire est de réunir tous ces acteurs autour de la table. L'histoire nous apprend en effet que la défense corporatiste mène parfois à des dérives : par exemple des coopératives de consommateurs qui souhaitent les prix les plus bas ou des producteurs se lançant dans un système productiviste pour faire face à la concurrence mondiale... Ici, il y a donc une volonté de dépasser les soi-disant intérêts d'un groupe pour co-construire le projet, en fonction des besoins des uns et des autres. On mise sur un élément-clé : l'interconnaissance. Ce n'est qu'en comprenant la réalité de l'autre qu'on peut former une vision d'ensemble commune. On peut aussi parler d'une prise en compte « écosystémique » des enjeux alimentaires. C'est là une condition *sine qua non* pour mettre en place un processus de concertation efficace et viable sur le long terme.

Favoriser les circuits-courts ?

Bien que pas toujours bien défini, le terme « circuit-court » est fort en vogue depuis plusieurs années. Face aux nombreux intermédiaires qui engrangent de juteux bénéfices, cela semble évident de vouloir les réduire, voire les supprimer. Dans notre imaginaire, la « vente directe » à la ferme devient alors une alternative bénéfique pour le producteur et l'environnement. Néanmoins, de manière paradoxale, un circuit-court peut parfois s'avérer... fort long ! Voici deux petits schémas pour mieux comprendre l'idée⁴.

³ Antonia Bousbaine et Christopher Bryant, « Les systèmes innovants alimentaires, cas d'étude : la Ceinture AlimenTerre de Liège », *Belgeo 4*, 2016.

⁴ Schémas tirés de « Pourquoi les circuits « courts » sont-ils si souvent les plus longs? (et les plus chers?) Comment les raccourcir réellement? », www.tri-articulation.info



Vu qu'a priori, on ne trouve pas tout ce qu'il faut chez un seul producteur en vente directe, ça veut dire qu'on va chez le producteur (en voiture) en plus d'aller à un autre endroit (par exemple un supermarché). Si on étend cette pratique à l'ensemble des habitants d'un territoire, la démarche est un non-sens écologique car il y a toujours des trajets supplémentaires. Autrement dit – et c'est ce qu'on défend dans notre approche des circuits-courts – il ne s'agit pas tant de chercher à réduire au maximum les intermédiaires, mais de mieux coordonner, de manière locale, l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (et effectivement supprimer ceux qui n'ont pas de plus-value écologique ou sociale)⁵.

⁵ Nous évoquons déjà cette question dans une autre analyse : « Consommer local : du panier bio au supermarché alternatif ? », SAW-B [en ligne : www.saw-b.be], 2015.

LES PROJETS À L'ŒUVRE ACTUELLEMENT

Trois projets sont actuellement en cours en Wallonie : à Liège, Charleroi et Verviers. Nous passerons en revue ces trois initiatives. Sans forcément porter le nom de « ceinture », notons par ailleurs que d'autres projets wallons vont dans le même sens : le réseau Solidairement dans la province du Luxembourg, Paysans-Artisans dans la province de Namur...

La Ceinture AlimenTerre Liégeoise (CATL)

C'est à Liège que naît l'idée de ceinture alimentaire. Trois dimensions sont mises en avant pour répondre aux enjeux alimentaires de demain : relocalisation, décarbonisation⁶, écologisation. Suite à des discussions informelles entre des militants et des entrepreneurs sociaux, le mouvement est lancé en novembre 2013 dans le giron de Liège en Transition et du centre culturel Barricade notamment. La question posée aux participants du week-end de lancement fut la suivante : « Comment parvenir, d'ici 25 à 30 ans, à faire en sorte que la majeure partie de la nourriture consommée en Province de Liège soit produite localement, de manière durable et équitable ? ». Les comptes rendus des 42 ateliers (accès à la terre, semences libres, rôles des pouvoirs publics, accessibilité du bio, etc.) sont consultables sur le site de la CATL⁷. Cet événement a surtout rassemblé des citoyens militants.

Une évidence apparaît : il n'y a pas assez de producteurs locaux inscrits dans une démarche d'agriculture durable (à noter que la CATL a fait le choix de ne pas s'inscrire forcément dans une dynamique de label bio, pour éviter d'exclure celles et ceux qui la pratiquent, voire vont plus loin, mais n'ont pas le label). D'où un premier grand chantier : le lancement des Compagnons de la Terre, une coopérative agricole à finalité sociale installée sur un site de 28,5 hectares sur des terres dans la Basse-Meuse. Accompagnée par un programme de recherche lié à l'université de Liège, elle tend vers un modèle d'agroécologie. Ses produits sont principalement vendus via des marchés locaux et un système de paniers. Depuis 2016, s'y pratique également l'autocueillette : chacun peut venir cueillir, peser et payer ses légumes, ce qui en baisse le coût évidemment, mais présente aussi l'avantage de rapprocher le consommateur de la terre, dans une démarche d'éducation et de sensibilisation.

Outre la production, la CATL s'engage aussi dans un grand projet de distribution. En 2016, en partenariat avec les Compagnons de la Terre et la Coopérative Ardente, elle lance Les Petits Producteurs, magasin implanté au centre de Liège (rue En Neuvise). D'abord sous forme d'un Groupement d'Intérêt Économique (GIE), le projet se transforme ensuite en coopérative à finalité sociale en août 2017 et ouvre son deuxième magasin à Sainte Walburge (dans le nord de Liège). Afin de réduire leurs coûts, la particularité de ces

⁶ La décarbonisation ou décarbonation est le fait de chercher à se passer, ici dans l'agriculture, de l'utilisation de combustibles fossiles tels que le pétrole, le charbon ou le gaz, pour les remplacer par des énergies renouvelables.

⁷ www.catl.be/forum-ouvert/

magasins réside dans leur aménagement minimaliste, la priorité donnée au vrac, et une gamme réduite fondée sur le principe « un besoin = un produit ». Par ailleurs, les magasins s'engagent à ne pas négocier leurs prix avec les producteurs, à s'impliquer dans la conception des plans de culture des partenaires et à communiquer les besoins du magasin un an à l'avance. Outre le développement d'autres magasins, les éventuels surplus financiers des magasins seront destinés à des actions de soutien aux producteurs (achat de terres agricoles, aides à l'investissement...).

La Ceinture Alimentaire de Charleroi-Métropole (CACM)

Le projet carolo est beaucoup plus récent, puisqu'il a démarré en 2017 et n'a donc que quelques mois. Trois partenaires (SAW-B, Espace Environnement et Bio-Wallonie) ont proposé de lancer une ceinture alimentaire à Charleroi en répondant à l'appel à projet de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation (AEI) sur « le développement de projets et filières en circuits-courts en vue de renforcer l'économie alimentaire locale et régionale ».

Ici, le choix a été fait de créer une ceinture avec des produits bio, ou en conversion vers le bio. L'idée n'est pas d'exclure d'office les autres types de producteurs, mais plutôt d'encourager un cercle vertueux : stimuler la conversion vers le bio et assurer un circuit de distribution pour celles et ceux qui franchiraient le pas. Durant les premiers mois du projet, les partenaires sont surtout partis à la rencontre des acteurs de la région pour évaluer leurs besoins. Derrière cette démarche, une conviction : bien se connaître mutuellement constitue une condition *sine qua non* de la réussite du projet. Ces rencontres sont tantôt collectives (comme au centre culturel l'Eden, parrain du projet), tantôt individuelles, chez les producteurs notamment.

Sur base de ces besoins, quelques pistes d'actions collectives sont actuellement envisagées, dont trois principales : la commercialisation à Charleroi, la transformation de fruits et de légumes, et la mise en place d'un réseau logistique plus commun. Difficile pour le moment d'en dire beaucoup plus : c'est la réunion de concertation entre les différents acteurs prévue en janvier 2018 qui déterminera quels sont les chantiers prioritaires.

Convaincue qu'une telle démarche n'a de sens que dans la durée, la CACM va également développer un volet « animation et sensibilisation ». Son but ? Faire prendre conscience des enjeux alimentaires actuels, contribuer au changement de mentalité, donner envie à des personnes de s'engager, créer une communauté locale active dans ce domaine... Une attention particulière sera portée à l'accessibilité de la démarche pour des populations précaires. En effet, Espace Environnement (un des partenaires du projet) est impliqué dans une démarche socio-éducative « d'alimentation durable inclusive » à savoir une réflexion et une action sur l'accessibilité non seulement financière des produits, mais aussi culturelle.

Le Réseau AlimenTerre de l'Arrondissement de Verviers (RATAV)

Tout comme pour la ceinture de Charleroi, l'initiative verviétoise a été impulsée grâce à l'appel à projet de l'AEI. Trois partenaires pilotent le réseau : l'asbl Pays de Herve-Futur⁸, la Fondation Rurale de Wallonie et Step Entreprendre. Ici, on ne parle pas de ceinture mais de réseau. En effet, contrairement à Liège et Charleroi, il n'y a pas un épicode urbain très fort : il y a plus d'habitants sur les différentes communes du territoire qu'à Verviers-même. Néanmoins, la logique reste la même : se nourrir en alimentation de qualité produite localement.

Les premiers mois du projet (l'initiative a démarré en juin 2017) ont été consacrés à une analyse détaillée du territoire et des rencontres (tantôt individuelles, tantôt collectives) des producteurs et des agriculteurs pour évaluer leurs besoins. Les initiateurs ont présenté le RATAV lors de différents événements publics, en s'appuyant sur l'expérience du proche projet liégeois. De cette première phase exploratoire ont émergé plusieurs pistes possibles de projets à mener : une coopérative de producteurs et de consommateurs (un peu sur le modèle d'Agricovert), un appui au développement du maraîchage urbain et à la mise en page d'une épicerie coopérative à Verviers, un comptoir de vente à Malmédy... Début 2018, une réunion des producteurs rencontrés tranchera les axes prioritaires.

Le RATAV souhaite également impliquer d'autres acteurs du territoire. Ainsi, début 2018, il fera prendre un engagement aux bourgmestres locaux en leur faisant adhérer à la charte de Milan. Signée en 2015 par de nombreuses villes du monde, celle-ci reconnaît que l'accès à une alimentation saine, salubre, nutritive et en quantité suffisante est un droit fondamental. En cela, l'alimentation a une valeur culturelle et « *ne doit jamais être utilisée comme moyen de pression politique ni économique* ». Les signataires s'engagent donc à favoriser localement la promotion d'une alimentation durable, l'équité sociale et économique, appuyer la production locale et le lien ville-campagne, prévenir le gaspillage alimentaire⁹... Autre partenariat en cours, celui avec la Haute Ecole Charlemagne de Verviers où des étudiants en hôtellerie seront chargés d'analyser les freins à l'approvisionnement en circuits-courts dans l'HORECA. Avec l'espoir que cette démarche permettra à certains acteurs de franchir le pas.

Enfin, un dernier axe important porte sur la sensibilisation à l'alimentation durable. Pour cela, le RATAV souhaite dans un premier temps s'appuyer sur des structures déjà existantes (comme les GAL, les Groupes d'Action Locale) pour exercer un effet de levier. Et pour toucher un maximum de personnes, il n'hésite pas à mener des actions originales. Par exemple, le GAL Pays de Herve a récemment lancé sa « GAL'otte », un four avec des pâtes à pizza prêtes : à chacun de ramener ses ingrédients pour faire « sa » pizza... et discuter des enjeux du réseau !

⁸ Merci à Renaud Kutgen d'avoir échangé avec nous à ce sujet.

⁹ Version complète de la charte sur www.carta.milano.it.

QUELQUES ENJEUX D'UNE TELLE DÉMARCHE

Nous le voyons, l'idée des ceintures est séduisante et celles-ci éveillent d'ailleurs l'enthousiasme d'un grand nombre d'acteurs. Néanmoins, force est de constater qu'elles s'attaquent à un défi de taille... Parviendront-elles à remplir leurs promesses ? S'il est trop tôt pour le dire, nous aimerions pointer en conclusion quelques enjeux auxquels ces projets doivent faire face.

Rendre accessible sans appauvrir

L'alimentation, c'est souvent le seul poste relativement compressible dans le budget des personnes les plus pauvres. A priori, baisser les prix des produits est donc une bonne idée pour lutter contre la pauvreté, et c'est d'ailleurs ce qui est fait depuis des années. En apparence seulement. Comme nous le rappelle Olivier De Schutter dans une récente tribune, « *l'alimentation low cost a en fait un coût exorbitant, aussi bien pour les consommateurs qui en dépendent que pour la collectivité* »¹⁰. En effet, l'utilisation des pesticides, des préservateurs ou encore des hormones de croissance est à l'origine de nombreuses maladies (obésité, cancer, diabète) dont les premières victimes sont les personnes aux plus faibles revenus. Derrière les « bas prix » de l'alimentation, se cachent donc des coûts exorbitants (notamment dans le domaine de la santé) pour pallier les dégâts que ces produits entraînent. Cerise (noire) sur le gâteau : toute cette agriculture productiviste est largement soutenue et subventionnée par les politiques européennes, notamment la PAC (Politique Agricole Commune).

Il faut donc viser la production de produits de qualité. Néanmoins, au magasin – et donc pour le consommateur – ceux-ci coûtent plus cher. La pression sur les prix est ainsi forte, et engendre une autre dérive : proposer des produits bio peu chers, mais en négociant les prix aux producteurs... Et nous voilà dans un nouveau cercle vicieux : pour rendre des produits accessibles à certains (les consommateurs aux revenus modestes ou moyens), on va en appauvrir d'autres (les producteurs).

La part de notre budget consacrée à l'alimentation est passée de 36 % en 1961 à 15 % en 2009¹¹ ! Nous avons été tellement habitués aux produits alimentaires peu chers qu'il nous semble exorbitant de devoir revenir en arrière. Pourtant, pour sortir de l'impasse, il va nous falloir faire ce deuil.

Proposer des prix abordables pour le consommateur et viables pour le producteur est donc un enjeu de taille. Cela implique un large travail collectif autour de la définition de ce que serait un prix « juste »¹².

¹⁰ Olivier De Schutter, « L'alimentation *low cost* coûte très cher ! », opinion publiée dans *La Libre*, 23 novembre 2017.

¹¹ Stéphane Winandy, Samuel Comps, « Observatoire de la consommation alimentaire », étude présentée le 27/07/12 à la Foire agricole de Libramont.

¹² Un chantier que nous prévoyons de mener en 2018.

Mettre en place un processus de concertation

Nous l'avons vu, les ceintures alimentaires misent sur un processus d'intercoopération entre acteurs d'un même territoire. Celui-ci implique une bonne connaissance mutuelle. Néanmoins, tout comme la gestion participative l'est au sein des entreprises sociales, cette pratique de concertation représente un réel défi. En effet, réunir différents acteurs est une première étape, pas toujours évidente, notamment pour le secteur agricole fort baigné dans une culture d'indépendance. Cette démarche nécessite donc déjà un changement de mentalité. Deuxièmement, un processus de concertation ne s'improvise pas : comment prioriser les pistes de travail ? Différents critères sont à prendre en compte : l'impact à court, moyen et long terme, les ressources nécessaires et leur disponibilité, les coûts du projet, le nombre d'acteurs impliqués et les volumes espérés... Encore une fois, avoir une vue globale et à long terme est indispensable à ce stade, au risque de retomber dans des positions corporatistes de défense de sa propre position.

Pérenniser le modèle

Enfin, un dernier enjeu porte sur la pérennité du modèle de ceinture alimentaire. En effet, pour le moment, ces projets sont portés grâce à des financements ponctuels (appels à projet) et à l'énergie et l'investissement d'un nombre important d'acteurs. Mais une ceinture alimentaire ne se construit pas en deux ans : il s'agit bien d'un projet à long terme. Demain, les acteurs concernés par la ceinture parviendront-ils à financer son fonctionnement ? Ou bien, au-delà des soutiens à « l'innovation » ou des « projets pilotes », les acteurs publics feront-ils de l'alimentation durable et locale un axe de développement prioritaire en dégagant des fonds structurels ?

Autant d'enjeux sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, avec un peu plus d'expérience de terrain à notre compte !

Pour citer cette analyse : Barbara GARBARCZYK, « Au-delà des circuits-courts, que proposent les ceintures alimentaires ? », Analyse, SAW-B [en ligne : www.saw-b.be], 2017.

LES ANALYSES DE SAW-B

Les analyses de SAW-B sont des outils de réflexion et de débat. Elles posent un regard critique sur les pratiques et objectifs des entreprises sociales mais aussi sur notre société, nos modes de consommation, de production. Leur visée est de comprendre les réalités, décoder les enjeux et, collectivement, construire les réponses aux difficultés rencontrées par les alternatives économiques.

Ces textes sont le résultat des interpellations des acteurs de terrain et de nos recherches. Vous pouvez y contribuer : faites-nous part de vos questions, commentaires et propositions en amont ou en aval de ces textes. Si vous le souhaitez, nous sommes à votre disposition pour aborder, au sein de votre entreprise sociale ou de votre collectif citoyen, les thèmes traités dans ces analyses. Contactez-nous : info@saw-b.be

10



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



SAW-B, Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises, est une fédération d'entreprises d'économie sociale qui regroupe plus de 120 membres. Nous cherchons à faire mouvement pour l'alternative économique et sociale.

Nos actions : défendre et représenter l'économie sociale ; soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale ; susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des entreprises d'économie sociale et avec les citoyens investis dans des initiatives solidaires.

SAW-B est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.

